



# Le Quotidien

## Statistique Canada

**Le jeudi 5 mai 2005**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### Communiqués principaux

---

- **Permis de bâtir, mars 2005**

La valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités a atteint 5,27 milliards de dollars en mars, en hausse de 4,9 % par rapport à février. Il s'agit du deuxième total le plus élevé jamais enregistré. Les entreprises et les gouvernements ont prévu investir massivement dans la construction d'immeubles, si bien que la valeur des permis de construction non résidentielle a atteint un sommet en mars.

2
- 

### Autres communiqués

---

Revenu des particuliers, 2003	7
Revue des céréales et des graines oléagineuses, février 2005	8
Concentration industrielle dans le secteur de la fabrication, 2003	9
Enquête annuelle des manufactures, 2003	9

---

### Nouveaux produits

---

10



## Communiqués principaux

### Permis de bâtir

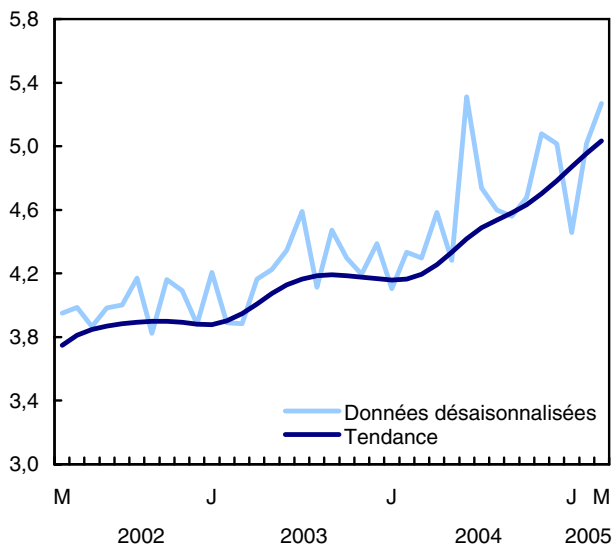
Mars 2005

La valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités a atteint 5,27 milliards de dollars en mars, en hausse de 4,9 % par rapport à février. Il s'agit du deuxième total le plus élevé jamais enregistré. Les entreprises et les gouvernements ont prévu investir massivement dans la construction d'immeubles, si bien que la valeur des permis de construction non résidentielle a atteint un sommet en mars.

La valeur globale des permis de construction enregistrée en mars n'a été dépassée que par celle de juin 2004, mois où elle avait atteint 5,31 milliards de dollars.

#### La valeur totale des permis est en hausse

En milliards de dollars



La valeur des projets de construction dans le secteur non résidentiel s'est élevée à 2,3 milliards de dollars en mars, soit un bond de 38,7 % par rapport à février. Ce total excédait l'ancien sommet atteint en août 1989 et était supérieur de 50,1 % au niveau mensuel moyen maintenu en 2004. Cet excellent résultat s'expliquait par des hausses de 10 % ou plus dans les composantes institutionnelle, commerciale et industrielle. Le secteur non résidentiel affiche une tendance à la hausse depuis mars 2004.

#### Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le secteur résidentiel, le scénario était assez différent. Les constructeurs ont pris pour 2,9 milliards de dollars de permis en mars, en baisse de 12,2 % par rapport à février, à la suite de diminutions à la fois dans les composantes unifamiliale et multifamiliale. Pour la première fois en dix mois, la barre des 3 milliards de dollars n'a pas été atteinte dans le secteur résidentiel.

Au cours des trois premiers mois de 2005, la valeur des permis de construction s'est élevée à 14,7 milliards de dollars, soit 15,8 % de plus qu'au cours de la même période en 2004. Si le secteur résidentiel a contribué à cette hausse (+8,0 %), c'est en grande partie grâce au secteur non résidentiel (+32,0 %) que l'on a observé cette croissance.

À l'échelon régional, Toronto a affiché la plus importante progression de janvier à mars, grâce à la croissance du secteur non résidentiel et de la composante multifamiliale. De plus, on a également observé des augmentations cumulatives importantes dans l'Ouest canadien, la valeur des permis de construction ayant fortement augmenté dans toutes les régions métropolitaines à l'ouest de Winnipeg.

#### Logement : la demande fléchit

La demande de nouveaux logements s'est affaiblie en mars, les municipalités ayant autorisé la construction de 17 840 nouveaux logements, soit le plus faible total depuis avril 2003 et qui était beaucoup moins élevé que les 21 250 logements autorisés en février.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a fléchi de 6,3 % pour se fixer à 2,0 milliards de dollars en mars. La valeur des intentions de construction de logements multifamiliaux a reculé

de 23,0 % pour s'établir à 913 millions de dollars, en raison de la diminution du nombre de projets proposés de construction d'appartements et de logements en copropriété.

Malgré le repli observé en mars, le secteur de l'habitation est demeuré solide grâce aux faibles taux hypothécaires et à leur effet positif sur l'abordabilité, à la croissance du revenu disponible, ainsi qu'à la forte confiance des consommateurs. Par contraste, la croissance plus faible de l'emploi, l'augmentation des taux d'inoccupation et un marché de la revente des logements existants plus équilibré ont atténué la forte demande de logements neufs.

En mars, le repli de la valeur des permis de construction résidentielle s'est manifesté principalement en Ontario (-14,4 %) et au Québec (-25,3 %). Dans ces deux provinces, on a observé un fléchissement marqué dans les composantes unifamiliale et multifamiliale. Le Québec a enregistré son plus faible niveau (533 millions de dollars) depuis juin 2003. En Colombie-Britannique, les permis de construction résidentielle ont affiché un important repli, mais celui-ci est survenu à la suite d'un mois de février où les intentions de construction de logements multifamiliaux avaient été très élevées.

Au premier trimestre de 2005, la valeur des permis de construction résidentielle a atteint un total tout juste inférieur à 9,3 milliards de dollars, soit 8,0 % de plus qu'au premier trimestre de 2004. La combinaison d'une hausse considérable dans la composante multifamiliale et d'un gain modéré de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux expliquait cette forte augmentation.

À l'échelle provinciale, 7 des 10 provinces ont enregistré une hausse de la valeur cumulative des permis de construction résidentielle. Ce sont l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique qui ont affiché les hausses les plus marquées.

### Secteur non résidentiel : les trois composantes montent en flèche

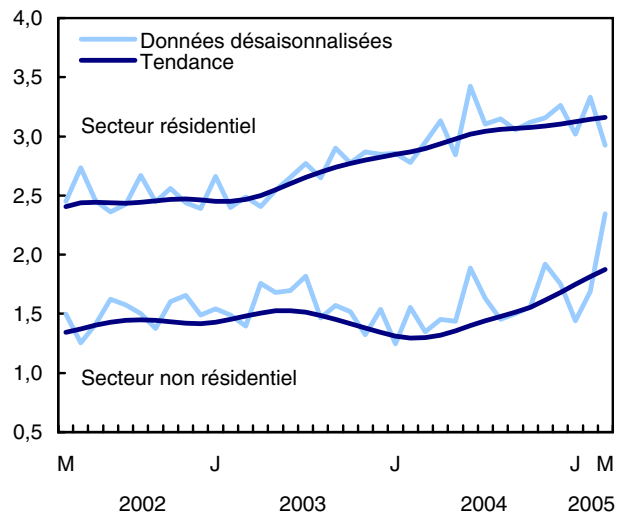
La valeur des permis de construction non résidentielle émis par les municipalités a connu une hausse fulgurante de 38,7 % en mars pour atteindre 2,3 milliards de dollars, soit un sommet mensuel qui excédait le seuil des 2 milliards de dollars pour la deuxième fois. Le sommet atteint dans la composante institutionnelle et de très hauts niveaux dans les composantes commerciale et industrielle ont fait en sorte que la valeur des permis de construction non résidentielle a fracassé l'ancien sommet de 2,2 milliards de dollars établi en août 1989.

Les intentions de construction dans le secteur institutionnel ont fait un bond spectaculaire de 98,3 % pour atteindre 796 millions de dollars. Cette croissance

s'expliquait principalement par de fortes intentions de construction dans les catégories des hôpitaux et des immeubles gouvernementaux. L'Alberta a affiché la plus importante croissance en raison d'un important projet de construction dans la catégorie des immeubles gouvernementaux.

### La valeur des permis de construction non résidentielle bondit

En milliards de dollars



En mars, la composante commerciale a enregistré une quatrième croissance mensuelle consécutive, en hausse de 12,6 % par rapport à février. La valeur des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale a atteint 1,2 milliard de dollars en mars, tout juste en deçà du sommet atteint en août 1989. De l'ensemble des provinces et des territoires, huit ont affiché un gain en mars. Cette explosion s'expliquait principalement par la hausse des intentions de construction d'hôtels et d'entrepôts.

Les intentions de construction de projets industriels ont crû de 51,4 % pour atteindre 381 millions de dollars en mars, grâce à des croissances considérables dans les catégories des usines de fabrication et des immeubles de services publics. Il s'agissait d'une deuxième croissance consécutive. Ce niveau était supérieur de 31,6 % au niveau mensuel moyen maintenu en 2004. Terre-Neuve-et-Labrador a affiché l'augmentation la plus importante en raison d'un important projet dans la catégorie des immeubles de services publics.

Les excellents résultats observés dans le secteur non résidentiel allaient de pair avec les indicateurs économiques. À l'exception du secteur du matériel de transport, les fabricants ont maintenu le bon rythme

observé en janvier, les expéditions ayant connu une légère croissance de 0,3 % en février. Dans le secteur commercial, les fortes dépenses de consommation dans la majorité des magasins de détail ont propulsé les ventes au-delà de la barre des 30 milliards de dollars pour la première fois en février. Les industries ont fonctionné à 86,0 % de leur capacité, comparativement à 85,7 % au troisième trimestre de 2004. Un important taux d'utilisation de la capacité pourrait avoir un effet positif sur les intentions de construction de projets industriels.

Parmi les 28 régions métropolitaines de recensement, 21 ont affiché une augmentation mensuelle de la valeur des permis de construction non résidentielle. Les plus importantes hausses sont survenues à Toronto et à Calgary et la plus forte baisse, à Ottawa.

À l'échelon provincial, l'augmentation la plus prononcée (en dollars) a été observée en Alberta, où les intentions ont crû de 91,1 % pour atteindre 483 millions de dollars. Des hausses dans chacune des trois composantes ont permis, en mars, d'établir le plus haut total jamais enregistré.

De janvier à mars, les municipalités ont délivré pour 5,5 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle, soit 32,0 % de plus qu'au cours de la même période en 2004. On a observé des hausses dans chacune des trois composantes par rapport à l'année dernière.

La valeur cumulative dans le secteur commercial a crû de 39,4 %, soit presque un gain de 1,0 milliard de dollars, surtout en raison de la hausse des intentions de construction dans la catégorie des immeubles à bureaux. La valeur des permis de construction de bâtiments industriels a crû de 7,2 %, tandis que les intentions de construction d'établissements institutionnels ont augmenté de 32,8 %.

Les résultats observés de janvier à mars correspondent aux intentions déclarées lors de

l'Enquête sur les investissements privés et publics, où l'on prévoyait une hausse de 6,0 % des investissements en construction (y compris les travaux de génie) pour 2005.

De janvier à mars, la valeur des permis de construction non résidentielle a augmenté dans toutes les provinces, sauf au Québec. L'augmentation la plus prononcée a été observée en Alberta (+129,7 %) où la composante commerciale a affiché une progression impressionnante de 91,8 % et où la composante industrielle a fait un bond spectaculaire de 195,8 %. Ces deux composantes ont progressé de façon considérable par rapport à la même période l'année dernière, à la suite de l'effet positif qu'a eu l'exploitation des ressources énergétiques et la diversification de la construction commerciale qui en a découlé.

Par contraste, le Québec a enregistré un recul dans chacune des trois composantes non résidentielles.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.**

Le numéro de mars 2005 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 15 \$ / 156 \$) paraîtra sous peu.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'avril 2005 sera diffusé le 6 juin.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp\_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement<sup>1</sup>

	Février 2005 <sup>r</sup>	Mars 2005 <sup>p</sup>	Février à mars 2005	Janvier à mars 2004	Janvier à mars 2005	Janvier-mars 2004 à janvier-mars 2005
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	21,1	67,4	219,6	83,5	113,6	36,1
Halifax	28,3	45,0	58,8	111,9	102,6	-8,3
Saint John	12,5	10,2	-18,6	23,4	30,4	30,0
Saguenay	3,7	17,1	361,1	23,6	27,4	15,9
Québec	115,6	112,0	-3,1	314,4	276,4	-12,1
Sherbrooke	18,4	17,6	-4,5	56,6	50,7	-10,5
Trois-Rivières	11,7	33,6	186,9	30,6	58,7	92,1
Montréal	542,5	398,9	-26,5	1 569,8	1 418,2	-9,7
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	257,4	173,6	-32,6	536,7	543,7	1,3
Ottawa-Gatineau (partie du Québec)	28,8	35,2	22,2	113,1	85,4	-24,5
Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario)	228,7	138,4	-39,5	423,7	458,3	8,2
Kingston	11,5	8,6	-24,7	39,6	29,6	-25,3
Oshawa	76,3	79,3	3,9	208,0	219,9	5,7
Toronto	1 121,1	1 128,4	0,6	2 647,3	3 099,3	17,1
Hamilton	77,3	68,0	-12,1	209,0	239,5	14,6
St. Catharines-Niagara	41,1	43,8	6,6	135,8	114,9	-15,4
Kitchener	57,9	97,3	68,1	237,2	223,3	-5,8
London	85,4	63,7	-25,4	224,2	203,4	-9,3
Windsor	29,8	36,3	21,8	124,8	106,2	-14,9
Greater Sudbury / Grand Sudbury	6,0	5,9	-2,3	10,3	32,0	209,4
Thunder Bay	21,1	4,8	-77,2	19,7	42,3	114,5
Winnipeg	48,4	58,7	21,2	153,1	146,6	-4,3
Regina	11,9	31,0	160,4	56,1	79,7	42,0
Saskatoon	19,6	44,7	128,7	49,2	83,1	69,1
Calgary	302,6	513,0	69,5	697,7	1 013,0	45,2
Edmonton	183,0	201,0	9,8	464,9	630,7	35,7
Abbotsford	19,3	68,7	256,1	44,4	101,2	128,1
Vancouver	341,9	550,8	61,1	1 110,1	1 216,6	9,6
Victoria	71,5	63,1	-11,8	118,3	164,4	39,0

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaine de recensement.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Février 2005 <sup>r</sup>	Mars 2005 <sup>p</sup>	Février à mars 2005	Janvier à mars 2004	Janvier à mars 2005	Janvier-mars 2004 à janvier-mars 2005
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
<b>Canada</b>	<b>5 020,0</b>	<b>5 268,2</b>	<b>4,9</b>	<b>12 734,7</b>	<b>14 745,9</b>	<b>15,8</b>
Résidentiel	3 330,0	2 923,5	-12,2	8 585,9	9 271,5	8,0
Non résidentiel	1 690,0	2 344,7	38,7	4 148,8	5 474,3	32,0
Terre-Neuve-et-Labrador	34,1	77,0	126,1	104,7	149,0	42,3
Résidentiel	25,9	30,1	16,0	79,4	86,6	9,1
Non résidentiel	8,2	47,0	475,8	25,3	62,4	146,5
Île-du-Prince-Édouard	24,8	11,0	-55,5	35,7	48,7	36,4
Résidentiel	12,1	7,9	-35,0	27,4	31,5	14,9
Non résidentiel	12,7	3,2	-75,0	8,2	17,1	107,9
Nouvelle-Écosse	62,4	94,5	51,4	205,8	219,3	6,6
Résidentiel	48,1	65,8	36,8	150,5	159,3	5,9
Non résidentiel	14,3	28,7	100,5	55,3	59,9	8,5
Nouveau-Brunswick	54,3	58,3	7,4	150,2	156,7	4,4
Résidentiel	41,7	38,7	-7,2	120,8	112,5	-6,9
Non résidentiel	12,6	19,6	55,7	29,3	44,2	50,8
Québec	974,4	811,1	-16,8	2 931,8	2 676,5	-8,7
Résidentiel	713,0	532,8	-25,3	1 866,5	1 866,1	0,0
Non résidentiel	261,4	278,4	6,5	1 065,3	810,3	-23,9
Ontario	2 187,0	2 118,7	-3,1	5 373,2	6 175,4	14,9
Résidentiel	1 353,2	1 158,6	-14,4	3 483,3	3 820,3	9,7
Non résidentiel	833,8	960,1	15,1	1 889,9	2 355,1	24,6
Manitoba	80,6	90,6	12,3	244,9	242,9	-0,8
Résidentiel	51,5	51,5	0,0	151,1	148,6	-1,7
Non résidentiel	29,2	39,1	34,0	93,8	94,3	0,6
Saskatchewan	49,1	96,8	97,2	149,9	215,0	43,5
Résidentiel	30,4	32,7	7,7	89,1	93,4	4,9
Non résidentiel	18,7	64,1	242,7	60,8	121,6	99,9
Alberta	747,2	962,9	28,9	1 661,7	2 452,5	47,6
Résidentiel	494,4	479,6	-3,0	1 202,2	1 396,9	16,2
Non résidentiel	252,9	483,2	91,1	459,5	1 055,7	129,7
Colombie-Britannique	800,0	941,7	17,7	1 842,0	2 394,2	30,0
Résidentiel	555,4	521,3	-6,1	1 401,9	1 544,3	10,2
Non résidentiel	244,7	420,4	71,8	440,0	850,0	93,2
Yukon	3,3	2,2	-32,7	7,4	8,8	19,5
Résidentiel	3,1	1,5	-51,2	6,1	7,4	20,9
Non résidentiel	0,1	0,7	436,3	1,2	1,4	12,5
Territoires du Nord-Ouest	2,4	3,4	39,4	16,6	6,4	-61,4
Résidentiel	1,3	3,0	125,6	5,4	4,6	-15,0
Non résidentiel	1,1	0,4	-62,9	11,3	1,8	-83,6
Nunavut	0,4	0,0	-93,3	11,0	0,4	-96,1
Résidentiel	0,0	0,0	...	2,1	0,0	-99,5
Non résidentiel	0,4	0,0	-95,0	8,8	0,4	-95,2

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



---

## Autres communiqués

---

### Revenu des particuliers

2003

En 2003, le revenu total médian des particuliers au Canada a fléchi de 0,6 % comparativement à 2002 pour se situer à 23 600 dollars. Le revenu d'emploi médian a légèrement reculé de 0,7 % pour s'établir à 24 800 dollars.

Le point médian est celui où la moitié des revenus sont plus élevés et l'autre moitié des revenus sont inférieurs. Seules les personnes qui ont eu un revenu d'emploi ont été incluses dans le calcul du revenu d'emploi médian.

Les résidents des Territoires du Nord-Ouest gagnaient encore le revenu d'emploi médian le plus élevé au Canada en 2003, ce dernier s'étant établi à 33 500 \$ et ce, en dépit du fait qu'ils aient enregistré une baisse de 3,0 % par rapport à 2002. Les résidents du Yukon et de l'Ontario se partageaient le deuxième revenu d'emploi médian le plus élevé (27 400 \$ chacun), suivis de l'Alberta (26 400 \$).

Parmi les régions métropolitaines de recensement, les déclarants d'Oshawa ont affiché le revenu d'emploi médian le plus élevé en 2003, soit 32 900 \$, suivis de ceux de la région Ottawa–Gatineau (32 500 \$).

Le revenu d'emploi médian a chuté en 2003 dans 21 des 27 régions métropolitaines de recensement; les plus fortes baisses ont été enregistrées dans les trois centres urbains de la Colombie-Britannique : Victoria (-3,1 %), Vancouver (-2,7 %) et Abbotsford (-2,3 %).

Le revenu d'emploi représentait 75 % du revenu total, soit le même ratio qu'en 2002. Le revenu d'emploi comprend les salaires et les traitements, les commissions tirées d'un emploi, les indemnités de formation, les pourboires et les gratifications, de même que les revenus de travail indépendant. Le revenu total comprend le revenu d'emploi, les investissements, les transferts gouvernementaux, les pensions privées, les revenus de régimes enregistrés d'épargne-retraite et d'autres revenus.

Les transferts gouvernementaux constituaient l'élément le plus important du revenu total des particuliers après le revenu d'emploi, soit une proportion de 12 % à l'échelle nationale. Les principales composantes des transferts gouvernementaux sont les prestations de la Sécurité de la vieillesse et celles du Régime de pensions du Canada ou de rentes du Québec.

La dépendance relative des particuliers aux transferts gouvernementaux par rapport au revenu

d'emploi est appelée rapport de dépendance économique. Ce rapport mesure le montant des transferts gouvernementaux reçu pour chaque tranche de revenu d'emploi de 100 \$.

Au Canada, les déclarants ont reçu 15,97 \$ de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de leur revenu d'emploi en 2003, en baisse par rapport à 16,09 \$ en 2002, et beaucoup moins que le sommet de 26,92 \$ atteint en 1993.

À l'échelon des régions métropolitaines de recensement, les déclarants de Calgary sont ceux ayant eu le moins recours aux transferts gouvernementaux en 2003, n'ayant reçu que 7,93 \$ par tranche de 100 \$ de leur revenu d'emploi. Ce sont les déclarants de Trois-Rivières qui en ont reçu le plus, soit 23,26 \$.

**Nota :** Les données proviennent des déclarations de revenus remplies au printemps de 2004. Toutes les données sur le revenu des particuliers sont avant le paiement de l'impôt et après la réception des transferts. Toutes les données pour les années antérieures ont été ajustées pour tenir compte de l'inflation, telle que mesurée par l'Indice des prix à la consommation.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 111-0004 à 111-0008 et 111-0026.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4105.**

Les données des publications *Revenu et démographie selon les quartiers* (13C0015, prix variés), *Profils du revenu du travail* (71C0018, prix variés) et *Profils de dépendance économique* (13C0017, prix variés) sont offertes pour les itinéraires de facteur, les secteurs de recensement, les régions de tri d'acheminement urbaines (les trois premiers caractères du code postal), les villes, les circonscriptions électorales fédérales, les agglomérations de recensement, les divisions de recensement, les régions économiques, les régions métropolitaines de recensement, les provinces et les territoires ainsi que pour le Canada.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9720 ou composez sans frais le 1 866 652-8443 ([infodra@statcan.ca](mailto:infodra@statcan.ca)), Division des données régionales et administratives. Télécopieur : (613) 951-4745 ou composez sans frais le 1 866 652-8444.

**Revenu total médian et revenu d'emploi médian selon la région métropolitaine de recensement<sup>1</sup>, 2003**

	Revenu total médian		Revenu d'emploi médian	
	\$	var. en % de 2002 à 2003	\$	var. en % de 2002 à 2003
<b>Canada</b>	<b>23 600</b>	<b>-0,6</b>	<b>24 800</b>	<b>-0,7</b>
Abbotsford	21 600	-0,9	22 400	-2,3
Calgary	28 100	-0,9	28 900	-1,3
Edmonton	26 600	-0,1	27 800	-0,2
Greater Sudbury / Grand Sudbury	25 200	-0,3	23 700	0,7
Halifax	25 600	0,0	26 000	-0,4
Hamilton	27 100	-0,1	29 200	-0,3
Kingston	26 900	0,7	25 700	1,2
Kitchener	28 000	-0,9	29 800	-0,7
London	26 100	-0,8	27 000	-0,9
Montréal	23 100	-0,1	25 200	-1,1
Oshawa	31 000	0,9	32 900	1,9
Ottawa—Gatineau	30 700	-1,4	32 500	-1,2
Québec	25 400	0,9	26 600	-0,5
Regina	27 000	0,7	27 600	0,6
Saguenay	21 600	0,6	22 100	-0,9
Saint John	22 400	1,8	23 200	2,1
Saskatoon	24 300	-0,2	24 100	-0,6
Sherbrooke	22 300	0,5	23 400	-0,1
St. Catharines—Niagara	24 300	-1,1	23 100	-0,1
St. John's	22 500	1,4	24 600	1,9
Thunder Bay	26 400	0,3	27 000	-0,1
Toronto	25 000	-2,3	28 500	-1,7
Trois-Rivières	20 500	0,2	22 100	-0,4
Vancouver	22 500	-1,8	25 400	-2,7
Victoria	27 100	-0,5	26 000	-3,1
Windsor	27 900	-0,9	29 400	-0,7
Winnipeg	24 600	-0,7	25 000	-0,3

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

**Revue des céréales et des graines oléagineuses**

Février 2005

En mars, à la bourse de Chicago, la progression du prix à terme du soya s'est poursuivie au-delà des niveaux spéculatifs de la fin février. Les prix à terme du maïs et du soya se sont maintenus de façon remarquable étant donné l'affaiblissement des éléments fondamentaux d'ensemble. Les prix à terme du soya se sont redressés en début de mois en raison de la diminution de production en Amérique du Sud et de l'incertitude relative à la rouille du soya d'Asie. Plus tard au cours du mois, les prix ont fléchi à la suite de la progression des récoltes au Brésil, du ralentissement plus marqué que prévu de la cadence des exportations et de l'appréciation du dollar américain. Toujours au cours de la même période, le prix à terme du maïs a chuté quelque peu à la suite des retombées suscitées par les pertes de soya et de blé, la vente spéculative, et les ventes de la Chine destinées à la Corée.

Le prix à terme du canola à la bourse de Winnipeg, faisant état d'une certaine instabilité, a augmenté d'environ 20 \$ la tonne au cours du mois. Le prix à échéance la plus proche du canola a atteint 290 \$, situation attribuable en grande partie à la hausse des

prix de l'huile de soya et de la farine de soya. Par la suite, le prix du canola a chuté d'un montant variant de 10 \$ à 15 \$ la tonne pour remonter par la suite au cours du mois, malgré les prévisions de l'industrie ayant trait à l'ensemencement de 12 millions d'acres dans les Prairies.

Il est maintenant possible de consulter les données du numéro de février 2005 de la *Revue des céréales et des graines oléagineuses*. L'information comprend des données sur la production, les stocks, les prix, la transformation intérieure, les exportations, les livraisons des agriculteurs et des analyses du bilan céréalier.

Le rapport de situation de mars, qui présente un aperçu de la conjoncture actuelle du marché, tant au Canada qu'à l'étranger, figure également dans le numéro de février de la *Revue des céréales et des graines oléagineuses*, vol. 28, n° 2 (22-007-XIB, 12 \$ / 120 \$) qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991 ([agriculture@statcan.ca](mailto:agriculture@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 ([karen.gray@statcan.ca](mailto:karen.gray@statcan.ca)), Division de l'agriculture. ■



---

## Concentration industrielle dans le secteur de la fabrication

2003

Les statistiques sur concentration industrielle dans le secteur de la fabrication servent à mesurer la part de marché des plus grandes entreprises d'une industrie en fonction de leurs livraisons. Elles constituent également un bon indicateur du degré de concurrence au sein d'une industrie. Il est maintenant possible de consulter les données sur la concentration industrielle dans le secteur de la fabrication pour 2003.

### Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2103.

Pour obtenir des données ou des renseignements, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## Enquête annuelle des manufactures

2003 (données révisées)

En raison de révisions effectuées aux données sur le secteur de la fabrication de voitures et de véhicules

automobiles légers en Ontario, des modifications mineures ont dû être apportées aux données de 2003. À la suite de ces changements, la valeur du coût des matières, des fournitures et des marchandises destinées à la revente a diminué de 8,1 milliards de dollars pour se situer à 45,2 milliards de dollars, les ventes de biens manufacturés et les autres revenus ont fléchi de 11,8 milliards de dollars pour se chiffrer à 63,7 milliards de dollars, tandis que la valeur ajoutée totale a diminué de 3,8 milliards de dollars pour s'établir à 17,8 milliards de dollars.

### Données stockées dans CANSIM : tableaux 301-0003 et 301-0005.

### Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2103.

Pour obtenir des données, des renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## Nouveaux produits

Répertoire des produits, des services et des personnes-ressources, Division de l'agriculture, 2005  
Numéro au catalogue : 21F0003GIF (gratuit).

La revue des céréales et des graines oléagineuses, février 2005, vol. 28, n° 2  
Numéro au catalogue : 22-007-XIB (12 \$/120 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

### Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catégorie 1 - 200F (English) 11 (2005) (502) (2004461)

# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 mai 1997  
Pour être diffusé à 8 h 30

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la chute des dépenses des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recourus. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en transport urbain par semaine. Le transport urbain, soit le réseau le plus bas employé au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'aide de la connaissance de l'industrie et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été évalué selon une fois relativement stable.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de offre d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste de termes pertinents, septembre 1997 11
- Producteur d'œufs, avril 1997 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

Statistique Canada / Statistiska Canada

### Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.